

Unité départementale du Littoral
Unité du Littoral
rue du Pont de Pierre
59820 Gravelines

Gravelines, le 29/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FERROGLOBE MANGANESE FRANCE

Route de l'Ecluse de Mardyck
Port 3242 - BP 60181
59760 Grande-Synthe

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G1\FERROGLOBE
MANGANESE FRANCE(ex Glencore manganese)_Grande_Synthe_070.00720\2_Inspections\2026 01
12 Cyanures
Code AIOT : 0007000720

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/01/2026 dans l'établissement FERROGLOBE MANGANESE FRANCE implanté ROUTE DE L'ECLUSE DE MARDYCK PORT 3242 59760 Grande-Synthe. L'inspection a été annoncée le 15/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FERROGLOBE MANGANESE FRANCE
- ROUTE DE L'ECLUSE DE MARDYCK PORT 3242 59760 Grande-Synthe
- Code AIOT : 0007000720
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Oui

Ferroglobe Manganèse France exploite sur le territoire de la commune de GRANDE-SYNTHE, une usine de fabrication de ferromanganèse depuis 2000. L'usine est implantée sur un terrain d'environ 12 ha, situé entre le bassin de Mardyck à l'Ouest et le site sidérurgique ARCELOR à l'Est. Les matières premières (principalement manganèse, charbon, coke, minerai de fer et dolomie) sont acheminées par bateaux, puis camions avant d'être stockées sur le site Ferroglobe Manganèse France au niveau du « parc matières ». L'unité de sintérisation permet de préparer la charge du four à partir des matières premières. Le manganèse, le minerai de fer et la dolomie sont agglomérés par combustion du charbon pour former des « boulettes » qui seront introduites dans le four électrique. L'installation dispose d'une ligne Très Haute Tension de 200 000 volts. Le four électrique de 45 MW, alimenté en boulettes d'agglomérés et en coke, permet d'obtenir du ferromanganèse par réduction de la charge (capacités nominales: 400 t/j de FeMn et 340 t/j de laitier). Les gaz issus du four transitent dans un dispositif de lavage des gaz puis sont brûlés au niveau d'une torchère étant donné leur concentration élevée en monoxyde de carbone. Après réduction, le contenu du four est coulé dans des rigoles au niveau de la halle de versée. Le métal (ferromanganèse) est séparé du laitier (gangue de minerai) par gravité. Le ferromanganèse produit est concassé et criblé avant d'être commercialisé (principale destination: la sidérurgie, pour la fabrication d'acier).

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Mise en demeure cyanures	AP de Mise en Demeure du 14/12/2023, article 1	Astreinte	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à de nombreux dépassement des valeurs limites d'émissions en cyanures dans l'eau il a été demandé à l'exploitant, par arrêté préfectoral complémentaire du 23 octobre 2020 susvisé, de réaliser et transmettre avant le 30 avril 2021 une étude de réduction des émissions de cyanure. Suite à la non transmission de cette étude, l'exploitant a été mis en demeure, par l'arrêté préfectoral du 02/02/2022 susvisé, de la transmettre sous 2 mois.

Suite au non-respect de la mise en demeure précédente, une astreinte journalière de 100 € jusqu'à transmission de l'étude a été prescrite par l'arrêté du 14/02/2023 susvisé.

Le 29 septembre 2023 l'exploitant a transmis l'étude technico-économique de réduction des cyanures émis

Par arrêté préfectoral du 14 décembre 2023 FERROGLOBE MANGANESE FRANCE a été mis en demeure de respecter les valeurs limites d'émissions de cyanure et de manganèse dans l'eau. Lors de l'inspection du 30 octobre 2024, l'inspection des installation classées a constaté la non passation des commandes pour la construction de l'unité de traitement des cyanures.

En décembre 2024 l'exploitant a passé les commandes nécessaires à la construction de l'unité de traitement des cyanures.

Lors de la présente inspection il a été constaté que les travaux ont débuté mais ne respectent pas le planning prévu en décembre 2024. La mise en service des installations de traitement est prévue pour juillet 2026. Face à ce nouveau retard dans l'exécution de la mise en demeure du 14 décembre 2023, l'inspection des installations classées propose à monsieur le Préfet de prononcer une astreinte journalière de 1474 € à l'encontre de la société FERROGLOBE MANGANESE FRANCE. L'inspection propose un différé de six mois avant la mise en œuvre de cette astreinte.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en demeure cyanures

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/12/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, EAU
Prescription contrôlée : Article 1 - objet La société FERROGLOBE MANGANÈSE FRANCE , exploitant une installation de production de ferro-manganèse sise 3242 route de l'Écluse de Mardyck à 59760 GRANDE-SYNTHE, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 5.3.1 de l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2009 susvisé en respectant les valeurs limites d'émissions en manganèse et cyanures dans les effluents aqueux sous 3 mois . Ce délai est porté à 14 mois dans le cas où le respect des valeurs limites d'émissions ne pourrait être atteint sans travaux ou aménagements importants sur le site. Dans ce cas, la société FERROGLOBE MANGANÈSE FRANCE , exploitant une installation de production de ferro-manganèse sise 3242 route de l'Écluse de Mardyck - 59760 GRANDE-SYNTHE, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 5.3.1 de l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2009 susvisé : <ul style="list-style-type: none">• En passant les commandes nécessaires à la mise en œuvre de la solution technique retenue sous 2 mois.• En débutant les travaux de mise en œuvre de la solution technique retenue sous 4 mois.• En mettant en service les installations de traitement des cyanures sous 12 mois Les délais sont fixés à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : Les relevés d'autosurveillance du site montrent toujours des dépassements importants des valeurs limites d'émissions en cyanures pour les rejets aqueux du site. Pour les cyanures sur les 43 premières mesures hebdomadaires de 2025, 40 dépassent la valeur limite d'émissions fixée à 0,1 mg/l avec un pic d'émission à 0,51 mg/l. Les résultats d'analyse du prélèvement d'eau résiduaire réalisé par un organisme agréé dans le cadre d'un contrôle inopiné réalisé sur 24 h entre le 11 et le 12 septembre 2025 montrent un dépassement très important des valeurs limites d'émissions (VLE) pour le cyanure 4,8 mg/l (VLE à

0,1 mg/l).

Les travaux préliminaires ont été réalisés, la poursuite des travaux nécessite la réalisation d'un rabattement de nappe (parties basses du site de construction sous le niveau de la nappe phréatique) pour lequel la procédure administrative de déclaration loi sur l'eau n'est pas encore finalisé.

Les travaux de construction des installations de traitement nécessaires au respect des valeurs limites d'émissions ne sont pas terminés plus de 24 mois après la notification de la mise en demeure ; de même les VLE des émissions de cyanures dans l'eau ne sont pas respectées. La mise en demeure n'est donc pas respectée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

Proposition de délais : 6 mois